

DA PER NOI



Nutiziale ufficiale di Core in Fronte – Annu 2024 • N° 5 / Ghjennaghju

ATTUALITÀ A L'ACCORTA PULITICA INTERNAZIONALE CULTURA SPORTU

2024

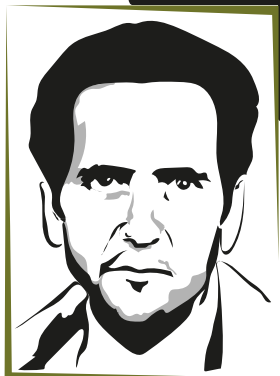


**STATU FRANCESE
ASSASSINU**

**TAPPA NOVA
PAR A CORSICA ?**

PACI È SALUTA À TUTTI!

STEFANU CARDI



9 di Ghjennaghju 1984 IN MEMORIA

Sumariu

Cap'articulu

A Tarra corsa ùn hè micca da venda 2

Pulitica

Pour le peuple corse maître de son destin 3

Riflessione pulitica / Ideulugia

«A parità ùn deve esse una parolla vana» 4, 5

Sucietà

La «banlieurisation» de la Corse 6

Internazionali

Israël et la détention équivoque de l'arme nucléaire 7, 8

Cap'Articulu

A TARRA CORSA HÈ DA DIFENDA, MICCA DA VENDA

Quandu semu andati à a Saparella in Coti Chjavari, era parchi in u cuntestu attuali faci sempri mali di senta chi a ghjustizia francesa pidda a decisioni di distrughja a casa di famidda paisana.

À tempu eramu dinò in Ersa par fà senta u stessu missaghju.

In Coti Chjavari, com'è nant'à parrechji cumuni di a Corsica, u pesu di u spussessu fundiaru, di a presenza francesa ricca merza dunqua di a culunizazioni di populamentu si faci senta. E po si vedi...

Eppuri fra tanti chi so vinuti à tistimunià sustegnu à a famidda cuncirnata, pochi o quasgi micca hanu parlatu chjaru chjaru di sta presenza duminatrici chi porta a so malignità e i so soldi di quallà par meddu impatruniscia ci...

Innò, i nemichi dichjarati comu s'hè intesu ogni tantu à voci sbagliata o ancu falsa ùn so quiddi di l'associ di u circondu. I nemichi veri sò i francesi chi comprani incù a cumplicità d'uni pochi d'eletti di a cumuna e chi ci invadinu à mezz'a i nosci liticheri ch'iddi intratteneghjanu par meddu spicà ci...

Oghji di Coti Chjavari, ùn avaremu chi un missaghju da purtà, hè quiddu di a lotta chi femu da anni e anni contr'à u francesu cunquistadori, nutrita da u sanguì varsatu da i nosci cumbattenti.

Di sta lotta ni purtemu par sempri u so spiritù.

In a notti di u 9 a u 10 di ghjinnaghju di u 1984, in Capu di Muru in Coti Chjavari, hè mortu, in cori d'un azzioni di resistenza, Stefanu Cardi. Un altru risistenti, Raffaellu Bueni fù fertu gravamenti.

Ramentu ciò chi dicia u Fronti à mumentu di a so dichjarazioni à l'intarru di Stefanu :

« A nostra lotta, ghjusta, storica, ha disgraziosamente i so martiri, i so eroi chi ci danu più forza che mai. A storia, dumani, ci numarà i so traditori ».

■ ULIVIERU SAULI

Tenimu dinò da avè una pinsata pà i patrioti Lisandru Vincenti è Anghjulu Maria Tiberi, cascati pà a nostra nazione, di st'affliti mesi di ghjennaghju di 2006 è 2007

ÙN CI SCURDEREMU MAÌ!
A LOTTA CUNTINUEGHÀ

POUR LE PEUPLE CORSE MAITRE DE SON DESTIN

À l'orée de cette nouvelle année, où chacun en ira de ses vœux, l'espoir est pour grande partie que la Corse puisse enfin s'engager sur une nouvelle route, tournant résolument le dos à ce passé conflictuel, et retrouver place dans un novateur concert des peuples et nations de Méditerranée, émancipée de cette sujétion française à la projection destructrice. C'est tout le sens du travail politique organisé par Core In Fronte dans le contexte actuel, rappelant il y a peu son entier attachement à la délibération du 5 juillet 2023, aux antipodes de ceux qui dans le camp patriotique, après l'avoir voté, prennent pour de vils et politiques retournements, le risque d'hypothéquer le principe de Solution Politique. Récemment un rapport de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Économiques a mis en exergue, selon une étude portant sur l'évolution démographique de la Corse, la pérennité d'une substitution calculée de groupes humains, fruit de la vision civilisatrice, colonisatrice et expansionniste française. Cette substitution-ou politique de colonisation de peuplement-a pour objectif d'éteindre tout sentiment national, et de faire disparaître dans les méandres mortifères du système français, les droits du Peuple Corse, dont l'acculturation et la désintégration lui sont clairement signifiés.

Certes le contexte politique actuel suppose un nouveau « dialogue » entre la Corse et la France. Tout autant le discours du président français semble pour partie, s'inscrire dans cette vision d'esprit évolutive d'un point de vue institutionnel qui depuis 1981, caractérise ces étapes qui ont été tout autant la conséquence des rapports de force entre le Mouvement National et l'État français. Il n'en demeure pas moins que ce « dialogue » manque effectivement d'audace comme de courage, et n'écarte aucun doute quand au danger de voir vider de son contenu et dévier de sa projection le vote du 5 juillet qui, n'en déplaise à ses pourfendeurs, consacre tout autant



les principes d'autonomie que d'auto-détermination. Ce qui est d'un point de vue historique une première pour la Collectivité de Corse jusqu'alors plus enclin à n'être qu'un outil soumis à l'autorité du système français voire même en d'autres cas et moments sa courroie de transmission...

Core In Fronte a clairement situé les enjeux, rappelant à cet égard que sa proposition de Titre XII bis pour la Corse, qui s'inscrit dans le prolongement historique de toute ces avant-projets institutionnels portés par le Mouvement National dans sa diversité, est la plus haute jamais présentée, et consacre tout autant la reconnaissance du Peuple Corse, de ses droits, et la maîtrise de choisir son destin. À ce moment précis de notre combat, malgré les règles viciées du système français, ne pas continuer à s'atteler aux conditions d'une substantielle avancée relèverait d'un reniement dont ne pourra que se satisfaire l'État français. La question corse, selon sa nature historique, ne saurait faire l'objet d'une quelconque tractation.

La Corse est donc à un nouveau tournant. Aux organisations patriotiques qui ont fait le choix à priori réfléchi du Titre le 5 juillet 2023, de ne pas en pervertir la portée pour de tous autres et obscurs enjeux politiques commandés par Paris. À ces organisations de confirmer la

décision du camp du Mouvement National, à l'instar de ce que le révolutionnaire sud américain « Che » Guevara avait alors affirmé: « C'est l'heure de modérer nos divergences et de tout mettre au service de la lutte ». L'avenir de notre terre, de notre peuple sont à ce prix.

Core In Fronte n'entend pas se départir de cette résolution stratégique. L'autonomie est à arracher, à construire, à affirmer et à évaluer dans le temps. Elle s'inscrit dans un processus évolutif qui doit créer les conditions d'une autodétermination dont l'indépendance reste une des potentielles consécutions. L'organisation n'a jamais fait mystère de la philosophie de sa démarche spécifiant justement que l'indépendance traduira la détermination du Peuple, et sa volonté organisationnelle de s'émanciper de toute forme de tutelle. L'indépendance ne peut être que populaire et doit porter la garantie de la destruction complète de la domination et de l'assujettissement français. S'inscrivant dans ce que encore une fois « Che » Guevara expliquait en son temps: « Nous cherchons quelque chose de nouveau qui permette une parfaite identification du gouvernement et de l'ensemble de la communauté ». La Corse dans la Méditerranée, sa place et son rôle relèvent de cette gageure.

« A PARITÀ ÒN DEVE ESSE UNA PAROLLA VANA »

Cette citation, qui veut tout simplement dire « l'égalité ne doit pas être un vain mot » ne vient pas de n'importe qui. Elle a été prononcée par Pasquale Paoli lui-même dans ses « correspondances » lorsqu'il gouvernait la Corse indépendante. Cette phrase témoigne, à elle seule, de la vision progressiste et sociale du Babbu di a Patria, une vision qui, ne l'oublions pas, a très largement inspirée le nationalisme corse contemporain.

Aujourd'hui, l'extrême droite libérale, réactionnaire et populiste gagne du terrain partout dans le monde. Elle trouve aussi un certain écho en Corse dans une partie de la population. Face à ces phénomènes auxquels nous nous opposons catégoriquement, nous tenons à réaffirmer certains fondamentaux qui nous sont chers.

« Humanistes et socialistes »

Paul-Félix Benedetti l'a une nouvelle fois rappelé récemment à l'Assemblée de Corse, à l'occasion de discussions sur la loi immigration: « Nos valeurs sont humanistes et socialistes ». Cette position on ne peut plus claire rappelle ce que Core in Fronte a toujours défendu: Une Corse indépendante, juste et égalitaire.

Humanistes, clairement. Car nous entendons justement nous situer dans la lignée de cette pensée paoliste qui a toujours promu la démocratie, la tolérance, le respect des droits humains et le progrès social. Nous ne pouvons pas imaginer une société corse où régneraient discriminations, communautarisme exacerbé et intolérance sous toute ses formes (politique, ethnique, religieuse, ou sexuelle), qui tourneraient le dos à nos valeurs historiques de solidarité et d'entraide.

Socialistes, bien sûr. Car la réalité de la Corse d'aujourd'hui nous rappelle que les inégalités se creusent de manière vertigineuse. Notre peuple est de plus en plus dépossédé et de plus en plus pauvre, et des pans entiers de notre économie sont concentrés entre les mains de quelques familles de « Sgiò » (transports, grande distribution, BTP...) qui, rappelons-le, se sont réunis en « Consortium » (nous pensions que ce terme n'existait que dans les « James Bond »)! Cette paupérisation de notre pays est renforcée par



la colonisation de peuplement; une colonisation qui s'accompagne d'une frénésie de constructions et d'une montée angoissante des prix de l'immobilier, le tout avec la bénédiction et l'appui de cette caste supérieure « nustrale » et des intérêts mafieux qui l'accompagnent bien souvent.

Nous remettons très clairement en cause ce modèle néolibéral et avons toujours proposé des alternatives claires. Le « socialisme original » et la « voie corse au socialisme » développées par le FLNC à la fin des années 1980 demeurent pour nous des références de la vision nationale corse, tout en tenant compte en même temps des réalités du monde actuel.

Notre modèle de société reposera toujours sur le partage des richesses, la primauté de la puissance publique sur l'intérêt privé et la défense des classes populaires et défavorisées.

Nous avons toujours mis l'accent sur ces problèmes concrets qui touchent la Corse, là où d'autres préfèrent les occulter totalement.

Anti-colonialistes et internationalistes

C'est une réalité, la Corse est une colonie française, tout comme l'Irlande était une colonie britannique. Certes, nous n'avons pas eu le même statut « administratif » que les colonies françaises d'Afrique ou d'Asie, mais la politique menée en Corse depuis toujours est coloniale. Destruction délibérée de notre économie (lois douanières et autres mécanismes pervers), asservissement de la population en soutenant les clans féodaux, encouragements à l'émigration et au dépeuplement, arrivées massives de « nouveaux arrivants », événements des années 1960-70 (scandale des boues rouges, favoritisme envers les arrivants Pieds-noirs...) tous les ingrédients du colonialisme font parties de l'histoire de la Corse « française ». Sans parler des vingt premières années de cette occupation qui ont été incarnées par un gouvernement militaire, des massacres et des persécutions.



Les indépendantistes que nous sommes avons pleinement conscience de ces faits, et nous sommes solidaires de toutes les luttes anticolonialistes. Nous avons toujours cultivé cet esprit internationaliste, attaché à l'autodétermination des peuples et à leur coopération. Nous sommes fiers de partager la vision de tous ces grands mouvements de gauche qui se battent pour l'émancipation de leurs pays. Qu'il s'agisse d'*Esquerra Republicana Catalana* (Gauche Républicaine Catalane), du *Sinn Fein* irlandais, de l'*Euskal Herria Bildu* basque, et même pour aller plus loin, des révolutionnaires kurdes et du FLNKS de Kanaky, nous demeurons solidaires de toutes ces luttes partout dans le monde.

Dans cette lignée, nous avons toujours défendu des positions internationales claires et équilibrées (refus de la domination de l'OTAN et des logiques guerrières russes, soutien à la lutte palestinienne tout en rappelant le droit à l'existence d'Israël et à la solution des deux états, soutien aux arméniens du Haut Karabakh etc.)

Nous le rappelons encore une fois, le peuple corse n'est toujours pas reconnu dans ses droits politiques, il ne peut en aucun cas être comparé à un peuple souverain. C'est la grande différence entre notre nationalisme anticolonial et le nationalisme « identitaire » et ultraconservateur de certains grands pays européens qui disposent déjà de leurs droits nationaux.

Situation sociale et sociétale

Là aussi, c'est une réalité. Seule une Corse souveraine (véritablement autonome ou indépendante) aura la possibilité de maîtriser ses flux migratoires et ses politiques d'intégration. En tant que peuple sans droits et nation sans état, nous n'avons aucune possibilité de le faire actuellement.

La Corse a toujours été une terre d'hospitalité, de solidarité et d'accueil, et nous entendons préserver ces valeurs, là aussi dans la plus pure tradition paoliste. Malheureusement le système actuel qui ronge la Corse les met en danger.

Aujourd'hui la colonisation de peuplement est double : d'un côté des ultra-riches favorisés par la spéculation immobilière incontrôlée, de l'autre, des arrivées massives de travailleurs « malléables » et « jetables » qui leur serviront d'esclaves. Ces nouveaux arrivants ne viennent pas du Maghreb (une immigration qui a littéralement chuté depuis plus de vingt ans, contrairement aux idées reçues) mais principalement de France, du Portugal et d'Europe de l'Est. Cette course effrénée au profit, organisée par les quelques personnes qui tiennent notre économie, est directement responsable de cette situation qui ne profite en rien au Peuple Corse. Elle ne fait que creuser les écarts de richesses, les tensions et les risque de ghettoïisations et de marginalisations sociales.

Pour Core in Fronte, encore une fois, il nous faut tourner le dos à ces logiques de spéculation et de monopoles qui mettent à mal notre cohésion. Seul un modèle de développement social plus juste et « à taille humaine » profitera véritablement à notre peuple. Les politiques d'immigration et d'intégration qui en découleront, seront donc forcément, elles aussi à « taille humaine ».

Bien sûr, nous l'avons dit, ces nouveaux arrivants aujourd'hui ne viennent plus d'Afrique du Nord. Mais il existe encore aujourd'hui une crainte vis-à-vis des communautés arabes et musulmanes, que nous ne pouvons pas ignorer. Cette inquiétude, de plus en plus présente en France et en Europe avec les craintes de « l'islamisation », s'affirme de manière encore plus crispée en Corse. Elle peut s'expliquer, entre-autres, par notre proximité géographique avec les pays du Maghreb, et notre passé commun parfois tumultueux avec ces voisins. Ce « je t'aime moi non plus » méditerranéen faisant probablement partie de notre inconscient collectif.

Là aussi, nous devons réaffirmer que tout dépend de notre modèle de société.

En tant qu'indépendantistes, nous sommes clairement attachés à la vision d'un peuple corse « communauté historique et culturelle vivante », et seule communauté de droit en Corse.

Ce qui ouvre la voie à toutes celles et ceux qui souhaitent s'y intégrer mais leur rappelle également les devoirs de respecter notre peuple, ses pratiques culturelles et ses droits politiques.

Il nous faudra aussi collectivement rejeter les mécanismes sociétaux et économiques qui mènent à la fragmentation communautaire ou religieuse de notre société. Sur la question religieuse, nous tenons d'ailleurs à rappeler que nous avons toujours exprimé notre refus clair de tous les fondamentalistes, en particulier le salafisme.

Sur ces bases, l'intégration des nord-africains se poursuivra naturellement, comme elle s'est faite par le passé pour les sardes, les italiens ou encore les « russes blancs ».

Et pour aller un peu plus loin sur la question, nous tenons aussi à rappeler que les maghrébins de Corse sont quasiment tous issus d'une immigration de travail qui répondait aux besoins urgents de main-d'œuvre pour l'agriculture intensive, le bâtiment et le tourisme de masse. Tout nous ramène encore une fois au modèle social que l'on veut construire. Il faudra sérieusement éviter de reproduire les erreurs du passé pour empêcher que des secteurs entiers de socio-professionnels fassent systématiquement appel à des filières de travailleurs extérieurs.

Liberazione naziunale è liberazione sociale!

C'est, pour conclure, ce que nous l'avons toujours dit, le combat d'émancipation du peuple corse est aussi et avant tout un combat social. Nous resterons plus que jamais fidèles à ces principes et valeurs qui font selon nous, partie des fondements du nationalisme corse et ont toujours fait sa force.

**LUTTEMU INSEME
PÀ UN'AVVENE GHJUSTU!**

**EVVIVA A NAZIONE CORSA,
EVVIVA A LOTTA POPULARE!
STRADA DRITTA E CORE IN FRONTE!**

■ ANTONE POMELLA

BANLIEURISATION

Ces dernières années, et avec une certaine accélération, la Corse est touchée par de nombreux « faits divers » liés à une montée des violences quotidiennes en son sein. Cette fameuse violence du quotidien, s'ajoute naturellement aux dérives et aux emprises de types maffieuses et semble secouer la société corse.

Les « faits divers » deviennent des faits de société et traduisent une évolution sociétale présente dans de nombreuses sociétés occidentales, plus violentes, plus clivées ou le libéralisme économique laisse les individus ou les bandes se livrer à une agressivité assumée.

« Sauvageons, racailles, ensauvagement, décivilisation », chaque observateur ou acteur politique y va de sa sémantique et de son analyse, parfois pour en tirer profit, parfois pour tenter des explications ou des solutions. Pour sa part Core In Fronte s'est souvent emparé de ces événements pour rappeler à la société corse qu'elle devait faire bloc contre ces dérives.

En effet la société corse est une société de proximité qui avait été jusqu'à maintenant relativement épargnée de ces dérives et de cette banlieurisation. Évidemment cette fragmentation et cette violence viennent de loin et sont des phénomènes qui touchent d'autres sociétés, mais la notre par cette proximité, ses codes culturels devrait résister et ne pas se résigner. Cette violence prospère parfois sur fond de drogue, de délinquance et il serait naïf de ne pas dire que la colonisation de peuplement d'où qu'elle vienne participe de cette fragmentation. Il y a bien des pertes de repères, et nous touchons du doigt sans stigmatisation, ni délire racialisé, les failles du modèle multiculturel et du fameux « vivre ensemble ». Vivre ensemble oui, avec ou à côté de tout le monde, mais vivre comment ?

**Per noi a risposta hè chjara :
« campà corsu ».**



Logement social délabré – Quartier de Bodiccione à Ajaccio



Le «nouveau quartier» de Baleone dans le Pays ajaccien



Les quartiers de Paese Novu et Montesoru à Bastia – Théâtres des tristes évènements de janvier 2024

■ GD

ISRAËL ET LA DÉTENTION ÉQUIVOQUE DE L'ARME NUCLÉAIRE

On se souvient il y a peu des propos d'un ministre israélien, Amichay Eliyahu qui, commentant l'intervention militaire sur Gaza, n'a pas hésité à reconnaître l'option nucléaire sur le territoire enclavé palestinien. Ces propos qui oscillent entre bravade et déraison, outre le contexte dans lequel ils se situent, rappellent toutefois une tout autre réalité qui est celle, dans l'environnement antagoniste du Moyen-Orient, de la possession par l'État hébreu de l'arme nucléaire, du constat et des conséquences que cela suppose.*

Un bref rappel

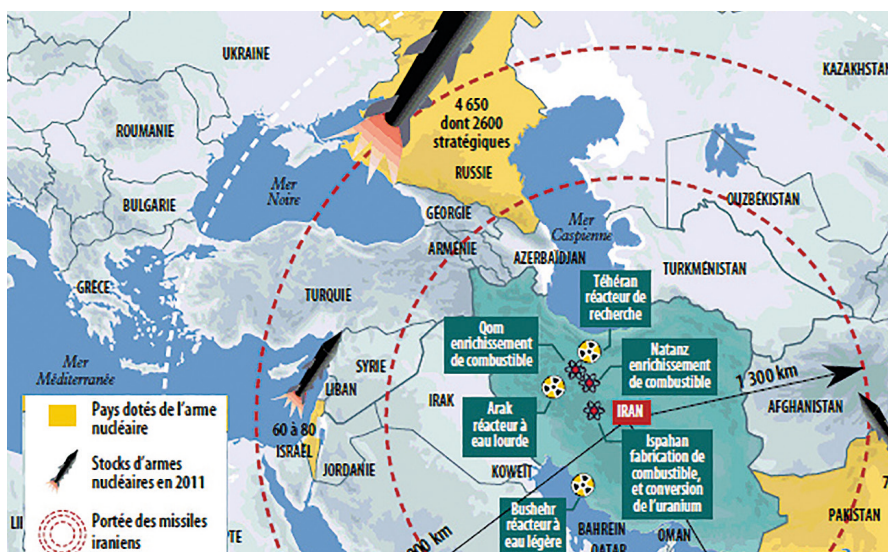
On ne peut véritablement dissocier l'histoire de l'État d'Israël de sa possession de l'arme nucléaire passée sous silence. De sa position et de ses relations au cœur d'un Moyen-Orient sans cesse soumis à bien des bouleversements. Outre la découverte d'Uranium dans le désert du Néguev (1949), cette histoire paraît commencer – bel et bien – en 1957 avec la construction secrète – via la France – d'un premier réacteur nucléaire... Le tout premier ministre israélien, David Ben Gourion n'affirme-t-il pas alors en 1948: «Nous vivons dans une ère de révolution scientifique, c'est la génération de la découverte de l'atome, un phénomène étonnant aux capacités incroyables qui se manifestent dans sa fragmentation. Des réserves d'énergie presque infinies ont été données à l'homme. Nous vivons à l'époque d'un merveilleux bond en avant». Une phrase qui en dit long sur la philosophie et la stratégie de l'État hébreu alors convaincu de la nécessité d'être pourvu de la bombe nucléaire et de la mettre au service de la «sécurité nationale». En 1970, le général et homme politique Yigal Allon** n'affirme-t-il pas: «Si Israël veut rester sur ses gardes, il n'y a pas d'autre choix que de garder cette capacité nucléaire». Cette philosophie était en partie motivée par les menaces de destruction qui pesaient à l'époque sur Israël. Une menace que seule l'Iran maintient de nos jours (pays dont le régime actuel demande effectivement la disparition de l'État hébreu).

Le nucléaire plutôt que la paix

Cette insidieuse politique mène Israël à développer une méthode axée sur

* Ministre du Patrimoine. Membre du parti sioniste religieux et suprémaciste «Otzma Yehudit».

** Ancien premier ministre, vice premier ministre, ministre des affaires étrangères, de l'éducation et de la culture, de l'intégration des immigrés, et du travail. Membre du Parti Travailleuse.



un stratégique d'engagement étatique couplée à sa préoccupation sécuritaire. Sans omettre que le pays comme le souligne Hebatalla Taha*** «s'inscrit en même temps parfaitement dans le consensus économique néo-libéral promu par les États-Unis». Cette conjonction permet à l'État hébreu un relationnel planifié de force et de

*** Chercheuse du Centre d'Études Internationales (CERI). Article «Un Moyen-Orient sans armes nucléaires: les raisons d'une impasse» (Moyen – Orient n°45 Janvier – Mars 2020).

pression dans un Moyen-Orient dont la plupart des États-arabes préconisent une tout autre approche de la question nucléaire. Le débat actuel portant sur l'instauration avortée d'une Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) et d'une Zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive (ZEADM) mettent en évidence, au-delà des échecs de normalisations diplomatiques, l'énorme difficulté d'instaurer une spécifique et régionale politique de paix.



Le sujet de la reconnaissance et du devenir des territoires palestiniens participant de manière singulière au problème posé.

Un choix stratégique délibéré

Ce choix du nucléaire exprime une stratégie politique et militaire qui entretiennent – outre la recherche et le développement du secteur nucléaire avec ses conséquences économiques, technologiques et culturelles – une focalisation sécuritaire qui fait qu'Israël évolue dans un contexte d'instabilité permanente sinon croissante, l'isolant d'autant plus au sein de la communauté internationale. La conséquence étant le risque de prolifération réel et dangereux au détriment d'une philosophie de désarmement, de conciliation, de paix et de reconnaissance mutuelle, au moins portée par l'esprit de l'instrument juridique préconisé par l'Organisation des Nations Unies, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). L'État hébreu est dans la continuité de sa logique qui l'a amené en 1979 à être secrètement fournie par l'Afrique du Sud

alors raciste, en uranium, ou de mener différentes frappes militaires à l'extérieur comme ce fut le cas pour l'Irak en 1981 (bombardement réacteur nucléaire Tamouz-1). En 2023, ministres et députés liés au gouvernement ne font pas mystère, suite à l'attaque d'une partie des forces armées palestiniennes (Hamas, Jihad Islamique, La fosse aux lions, FPLP, FDLP) commise dès le 7 octobre, d'avoir recours à la bombe nucléaire.

L'urgence d'une solution politique globale

L'équivoque nucléaire israélienne interpelle à plus d'un titre. On estime en décembre 2023 que l'État israélien disposerait au moins de 80 à 90 ogives. Cette possession s'accompagne d'un artificieux comportement: ne reconnaissant pas officiellement disposer de ce genre d'armement, Israël n'est donc pas tenu par tous ces traités, à l'instar du Traité de Non-Prolifération (T.P.N), qui sont censés assurer des zones sans armes nucléaires... Cette stratégie hypocrite qui tient donc lieu de politique participe

à accroître, dans le contexte antagoniste du Moyen-Orient, et spécifiquement de la question palestinienne qui se pose toujours avec autant d'acuité, une logique d'instabilité permanente accompagnée de son corollaire, ce redoublement sécuritaire qui interpelle autant qu'elle dérange la communauté internationale.

L'urgence de la situation suppose un changement et une évolution radicale de cette politique tant d'un point de vue de l'intérieur qu'au niveau international. La solution politique globale est à ce prix, favorisant avec l'ensemble des pays arabes un accord de paix global, duquel ne peut être exclu ni l'Iran et encore moins la Palestine. C'est l'intérêt stratégique du choix réfléchi et déterminé de la stabilité et à terme de la nécessaire conciliation pour entrevoir une tout autre Méditerranée que celle aujourd'hui gangrenée par ces desseins militaristes, néo impérialistes et mortifères pour le devenir des peuples et du bien commun.

■ ULIVIERU SAULI

SUSTENITE

Aiutu Paisanu

aiutupaisanu@gmail.com

ADERITE

**Core
in Fronte**



coreinfronte



coreinfronte@gmail.com